



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AVIS D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURES

Marché de maîtrise d'œuvre

Consolidation et sécurisation du front de fouille archéologique

Domaine national de Sainte-Anne à Jérusalem

Date limite de remise des candidatures : **mardi 29 juillet 2025 à 18h00**

Liste des annexes :

1_ L'engagement de confidentialité et son annexe

A- Identification de l'organisme qui passe le marché

Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction des immeubles et de la logistique - 57 boulevard des Invalides – Paris 75007

Pouvoir adjudicateur : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Direction des immeubles et de la logistique - 57 boulevard des Invalides – Paris 75007

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur le Consul général de France à Jérusalem

La conduite d'opération sera assurée par la Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL) représentée par le Pôle Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) basé à Paris, conjointement avec l'antenne immobilière régionale d'Istanbul.

B- Objet du marché et lieu d'exécution

Objet du marché

La présente consultation porte sur la maîtrise d'œuvre pour l'étude et le suivi des travaux concernant la consolidation et la sécurisation du front de fouille archéologique du bassin de Bethesda dans le Domaine national français de Sainte-Anne, situé dans la vieille ville de Jérusalem.

Lieu d'exécution

La prestation est à réaliser à l'adresse suivante :

Domaine National de Sainte-Anne, porte des Lions, vieille ville de Jérusalem

C- Caractéristiques principales de l'opération

Le site, dont certains vestiges datent du IIIe siècle av. J.-C., se trouve à l'Est du quartier Musulman au cœur de la vieille ville de Jérusalem.

Dans les années 1850, des premières fouilles archéologiques ont été initiées. En 1878, la France a proposé la garde du sanctuaire restauré de Sainte-Anne à un groupe de missionnaires de la congrégation des Pères Blancs, les Missionnaires d'Afrique. Actuellement, le site est géré conjointement par le Consulat de France à Jérusalem et par la communauté religieuse des Pères Blancs.

Depuis, plusieurs campagnes de fouilles archéologiques se sont succédées. Elles ont été interrompues en 1967, laissant au niveau du bassin Sud un front de fouille d'une quarantaine de mètres de long sur une hauteur d'environ quinze mètres. Cette zone constitue l'objet de l'appel à candidatures. L'objectif de l'opération est de sécuriser le front de fouille mis à nu par la dernière campagne archéologique.

Dans ce contexte, l'agence Goutal a réalisé en 2022 une étude archéologique et sanitaire préliminaire, ainsi qu'une étude de consolidation des vestiges sur l'ensemble du site.

Les missions demandées consisteront à réaliser les prestations classiques d'un maître d'œuvre, depuis les études de conception, du suivi d'exécution jusqu'à la réception des travaux.

Les travaux consisteront en la consolidation et la sécurisation du front de fouille archéologique ainsi qu'au traitement paysager de la paroi verticale et son intégration dans le parcours visiteurs.

D- Type de procédure et déroulement

La présente consultation s'inscrit dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Elle se déroule en deux phases, une phase de sélection des candidatures puis une phase de sélection des offres.

Sous réserve d'un niveau de concurrence le permettant, 5 candidats maximum seront admis à présenter une offre.

Le marché comportera **une tranche ferme** pour :

Les éléments de mission de base suivants :

- Études de diagnostics (DIA);
- Études d'avant-projet (APS/APD).

Le marché comporte une **tranche optionnelle 1** pour :

Les éléments de mission de base suivants :

- Études de projet (PRO), ;

Le marché comporte une **tranche optionnelle 2** pour :

Les éléments de mission de base suivants :

- Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Étude d'exécution partielle (EXE) ;
- Visa ;
- Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;
- Assistance aux opérations de réception (AOR).

Le contenu détaillé du marché sera communiqué dans les documents de consultation aux candidats autorisés à poursuivre la procédure dans un second temps.

E- Contenu du dossier

Le dossier de consultation transmis par mail du maître d'ouvrage comporte les documents suivants :

- le présent avis d'appel public à candidatures

- l'engagement de confidentialité et son annexe

Le contenu détaillé du dossier d'appel d'offres sera communiqué dans un second temps dans les documents de consultation remis aux candidats admis à remettre une offre.

F- Données essentielles :

A ce stade le coût prévisionnel des travaux d'aménagement est fixé, en valeur juin 2025 à environs 2 000 000 € HT.

La durée de l'opération, comprenant les phase études, travaux et garantie de parfait achèvement, est estimée à 42 mois.

Le prix du présent marché seront globaux et forfaitaire.

L'opération de travaux fera l'objet, sauf recommandation du titulaire, d'un marché global et forfaitaire.

G- Conditions de participation

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre.

La maîtrise d'œuvre recherchée sera composée d'un architecte en chef des monuments historiques, d'un architecte local, d'un bureau d'études structure/géotechnique, d'un paysagiste et d'un économiste de la construction.

Le marché sera conclu avec un prestataire unique ou des prestataires groupés conjoints. Le prestataire, ou son groupement, devra bénéficier d'une double implantation française et locale. Le mandataire sera l'architecte en chef des monuments historiques. Il sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

La mission nécessite l'association de compétences en géotechnique, fondations, structure, paysagisme, gestion de projet, volet administratif, économie de la construction, en langues étrangères (français et anglais).

Par conséquent, les candidats devront avoir des compétences en :

- Travaux et réalisation d'ouvrage de même type ;
- Architecture, conservation/restauration du patrimoine et/ou bâtiment classés ;
- Archéologie ;
- Géotechnique, fondations, structure
- Économie de la construction (chiffrage de travaux) ;
- Qualité environnementale ;
- Aménagement paysager ;

Les candidats devront justifier de leurs compétences sur des bâtiments à valeur patrimoniale (site archéologique, bâtiment classés, ...) dans la région du Proche/Moyen-Orient, et en France.

Par ailleurs, il est demandé au candidat de :

- Présenter des prestations comparables dans les domaines du bâtiment à valeur patrimoniale en réhabilitation ;
- Posséder une expérience de maîtrise d'œuvre à l'international notamment au Proche/Moyen-Orient ;
- Maîtriser la réglementation construction régionale et française (bâtiments à valeur patrimoniale) ;
- Démontrer leur capacité à se rendre disponible sur place auprès du donneur d'ordre pendant l'opération ;
- Maîtriser le français et l'anglais ;

- Justifier du titre d'architecte en chef des monuments historique.

H- Critères de sélection des candidatures

Les candidats seront sélectionnés sur la base d'une présentation de leurs compétences, de leurs références et de leurs moyens. Ils doivent donc exposer leurs capacités professionnelles et organisationnelles.

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- **Analyse des compétences techniques et professionnelles : 35 %**
 - Sous-critère n°1 : qualifications du candidat/qualité de l'organigramme proposé (20 points) ;
 - Sous-critère n°2 : pertinence des moyens humain, au regard des effectifs dédiées au projet et de la capacité à suivre le projet à l'étranger en phase études et en phase travaux (15 points).
- **Analyse des références professionnelles : 45 %**
 - Sous-critère n°1 : références d'opérations similaires (front de fouille archéologique/monuments historiques inscrit ou classés) (15 points) ;
 - Sous-critère n°2 : références de suivi de travaux, exemples de réalisation, phasage, méthodologie (15 points) ;
 - Sous-critère n°3 : études et suivi de travaux dans la région du Proche et Moyen-Orient (15 points).
- **Exemples de rendus : 20%**
 - Qualité des exemples de rendus de diagnostics/études de projet sur des opérations similaires (20 points).

Les candidats ne peuvent se trouver dans un cas d'exclusion des contrats publics prévus dans la réglementation française ou locale.

I- Composition du dossier de candidature

Documents à produire par les candidats :

A_ Capacités administratives, juridiques, économique et financière :

- Formulaire DC1 (lettre de candidature identifiant le candidat ou les membres du groupement) et formulaire DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), disponibles en ligne (<https://www.economie.gouv.fr/dai/formulaires-declaration-du-candidat>) ou Document Unique de Marché Européen (<https://www.economie.gouv.fr/daj/document-unique-de-marche-europeen-dume>) ou /tout équivalent.
- Les documents attestant de l'existence juridique du candidat et de chacun des membres du groupement.
- Les certificats ou déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat satisfait aux obligations fiscales et sociales en vigueur dans le pays où il est domicilié.
- Les attestations sur l'honneur précisant que le candidat ou chacun des membres n'entre pas dans l'un des cas l'interdisant de soumissionner à un tel marché.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 derniers exercices, le capital social, dûment signé par la personne ayant pouvoir d'engager le candidat.

B_ Une note (25 pages format A4 maximum) présentant :

- Présentation de l'entreprise (histoire, organigramme, domaine d'intervention) – 4 pages maximum ;

- La constitution de l'équipe et les CV de chaque spécialiste. Cette équipe devra inclure toutes les spécialités demandées – 8 pages maximum ;
- Références projets similaires (études et suivi de travaux), en précisant les montants de chaque référence ainsi que le nom du client et la localisation des projets (de préférence au Proche et Moyen-Orient) – 10 pages maximum (4 références)
- Des exemples de rendu sur d'autres diagnostics/études de projets relatifs à des opérations similaires – 3 pages A4 maximum.

En complément, chaque candidat devra remettre l'engagement de confidentialité et son annexe joints à cet avis, daté et signé par un représentant dûment habilité de la société.

J- Langues

La langue officielle du marché sera la langue française.

En cours de réalisation, tous les plans et documents techniques seront rédigés en français. Toutefois, une fois finalisée, les études de conceptions (AVP, PRO-DCE, ...) devront être traduites en anglais par l'équipe de MOE, en complément du français notamment pour les pièces nécessaires à la consultation des entreprises.

K- Date limite de réception des candidatures

La candidature devra être remise avant le mardi 29 juillet 2025 à 18h (heure française).

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus seront éliminés.

L- Procédure de recours

En cas de litige, l'instance compétente est le Tribunal administratif de Paris.

M- Renseignements complémentaires

Des renseignements complémentaires d'ordre administratif et/ou technique peuvent être obtenus via la plateforme « Place » : dépôt de questions en ligne

Les réponses se feront uniquement via «Place » par une publication « Questions-Réponses ».

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 5 (cinq) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures.

Les modifications sont communiquées aux seuls candidats dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis sa candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des candidatures.

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de candidatures n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est reporté.